



# La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste  
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA  
IV<sup>e</sup> Internationale



## Le sang coule au Maroc pour que le Maroc soit lui aussi aux Français.

Nous disons :

## LE MAROC AUX MAROCAINS !

GARE AUX TRAITRES !

### LE SOVIET Pour ta peau LE SOVIET Pour ton pain

Le camp réactionnaire et fasciste pleure « les millions de salaires perdus dans les grèves ». Salaire ouvrier signifie, pour les exploités, bénéfices ; ce sont ces bénéfices que pleurent les exploités et la démagogie de Doriot est destinée à entraver une nouvelle lutte des ouvriers qui briserait l'offensive patronale.

Le camp réactionnaire et fasciste est devenu pacifiste ! Il s'élève contre « la Guerre pour la Guerre », le cynisme ne leur manque pas... Il ne manque pas non plus chez Belin et consorts qui reprennent ce prétexte « pacifiste » pour mettre en garde contre la grève.

Quant au jeu des Staliniens, il consiste à rester collés aux revendications ouvrières, à freiner adroitement tout acte qui mettrait en péril l'impérialisme français allié de l'U.R.S.S., mais à utiliser leur influence de masse au profit de la politique extérieure ?

La guerre plane et les masses sont pressurées dans leur vie matérielle pour faire les frais de sa préparation.

La seule lutte contre la guerre est la lutte de classe conséquente pour les conditions de vie et les revendications des travailleurs. Dans cette lutte, les travailleurs verront qui les trahit. Ce sont les notes qui les mèneront à la boucherie !

Cette expérience se fera dans les usines, les champs, les casernes ; c'est par la lutte de classe que se formeront les cadres de la résistance à la guerre, c'est là qu'il faut réunir les plus clairvoyants, préparer avec soin l'action à mener, le « comment bâtir ici un Soviet ? » aux premiers renous, comment gérer l'usine, comment dégrader de la férule stalinienne et réformiste.

Bâtir un Soviet pour le pain, c'est bâtir un Soviet pour la paix ! Au travail !

### “ PRÉPARER LA RÉVOLUTION ” ?

PARFAITEMENT MOSSIEUR KERILLIS !

Notre numéro de « La Caserne » distribué au départ des conscrits, est l'objet de recherches de la police et a fait pousser des cris d'orfèvre au sieur Kerillis dans « l'Époque » du 21 octobre. Va-t-on tolérer qu'une agence de trahison prépare librement à Paris la révolution ? Va-t-on tolérer qu'elle donne des conseils précis aux conscrits ? s'écrit le conseiller de Casimir-la-Canaille, qui cite avec indignation ceux que contenait « La Caserne ».

Notre numéro de « La Caserne », nous satisfait pleinement. Vous appelez à la répression qui ne nous oublie pas. Mais, malgré votre police et votre justice, nous continuerons notre action dans les casernes comme dans les usines. Car l'écho qu'elle suscite s'ajoute à la colère que vous manifestez, pour nous encourager. Va-t-on tolérer ? demandez-vous à qui de droit.

Sans votre tolérance, nous continuerons ce travail qui nous a valu déjà plusieurs lettres dont il nous suffira d'en citer une seule :

« Je suis actuellement à l'hôpital D... Les journaux politiques ne m'arrivent guère, sauf, bien entendu « l'Époque », qui rarement me tombe sous la main. « Aujourd'hui, c'est la critique de vos tracts : « Conseils aux Jeunes Soldats ». Quelle admiration ai-je pour ceux qui collaborent à ces petits conseils, que je dirai même indispensables. »

### Branle-bas de Combat

Ce numéro de « La Commune » accordé inévitablement la plus large place à la fermentation dans la classe ouvrière. Nous demandons à tous nos lecteurs de nous informer, sur-le-champ, de tout mouvement, de toute manifestation, de tout incident dans les entreprises.

Nous rappelons que notre permanence est ouverte :

— les lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 18 h. 30 à 20 h.

— et le samedi, de 16 h. à 20 h.

à notre siège :

36, RUE DU CHATEAU-DE-DEAU, PARIS (X<sup>e</sup>)

Nous demandons à tous de faire un effort exceptionnel pour la diffusion de ce numéro.

# DEBOUT LES USINES !

Pas d'acte symbolique sans résultats certains

## GREVE GENERALE JUSQU'A LA VICTOIRE !

Lutte commune des ouvriers, des employés et des fonctionnaires pour le contrôle des travailleurs sur l'Economie

MÉTALLOS, gars du bâtiment, fonctionnaires, leurs revendications sont celle de tous les travailleurs. L'arbitrage traînait au bâtiment en attendant celui de la métallurgie ; et ce dernier ne devait pas gêner le gouvernement tirant sur la corde aux fonctionnaires. Or, les travailleurs ne l'entendaient pas ainsi. Samedi dernier, les métallos grondaient de colère, irrités par la présence des camions de filices à la porte de la réunion. Les dirigeants furent secoués, ballottés. Ils n'échappèrent à la grève immédiate... qu'en faisant entrevoir la grève générale de toutes les industries.

Grève générale ! Ce mot d'ordre que seuls nous lançons, la masse le reprend. Congrès radical, Conseil national S.F.I.O., qui y songe sérieusement ? Chautemps se tourne vers ces partis « qui ont la large audience des masses ouvrières et dont l'action s'est jusqu'ici exercée dans le sens de la modération ». Le parti socialiste freine tant et plus. Le parti staliniste parle haut, mais, mais empêche tout acte, il demande au gouvernement la monnaie d'échange en politique extérieure. La C.G.T. freine, diffère.

Mais en même temps, on vérifie la soupe de sûreté. Vous voulez la grève générale ? Préparez-vous pour une ou deux heures, peut-être pour 24 heures. Nous crions : casse-cou. Pas de gestes « symboliques » qui n'aboutiraient à rien, si ce n'est à des renvois, des répressions.

Pour imposer le contrôle des ouvriers sur les entreprises, le seul moyen de lutte contre la vie chère

LA GREVE GENERALE JUSQU'A SATISFACTION TOTALE.

LA GREVE GENERALE, C'EST-A-DIRE : OUVRIERS, EMPLOYES, FONCTIONNAIRES, TOUS UNIS.

Les travailleurs n'ont rien à attendre que manœuvres et trahisons des dirigeants qui sont liés au capitalisme. Les travailleurs n'ont que faire de l'« union des Français », de l'unité avec les radicaux, les catholiques ; ils n'ont rien à espérer de ceux qui agitent la menace de guerre pour toujours demander la pause et pour étouffer les revendications. Les travailleurs n'ont à compter que sur eux-mêmes.

LA GREVE GENERALE DOIT SE PREPARER ET SE DECLANCHER AVEC OU SANS LA DIRECTION DE LA C.G.T.

Elle doit être préparée par des Conseils d'entreprises (SOVIETS) qui se relèvent entre eux pour coordonner les efforts ; qui organiseront des MILICES ARMÉES pour mettre en échec les ligues fascistes qui, elles, ne se sont pas effondrées au tribunal de Lyon.

A bas les arbitrages ! A la porte, les radicaux !

Pour le contrôle ouvrier ! Les Soviets partout ! Vivent les milices ouvrières !

En avant vers la grève générale !

### MÉTALLOS

Bisons l'arbitrage par l'occupation de masse des usines



Samedi dernier, quatre mille délégués des usines métallurgiques de la R.P. se sont réunis à la Maison des Métallos pour connaître la sentence arbitrale sur l'augmentation des salaires de cette corporation. Intervention attend les réponses de Mussolini et d'Hitler. La famine se prépare en Espagne, les bombardements continuent, le ministre de l'Intérieur « socialiste » refuse des femmes, des dirigeants syndicaux, non pas des entretiens et des accommodements dans les antichambres ministérielles, mais une action décisive pour faire aboutir leurs revendications immédiates, nationales et internationales. Les travailleurs asturiens vont être assassinés ; pendant ce temps-là, le comité de non-intervention attend les réponses de Mussolini et d'Hitler. La famine se prépare en Espagne, les bombardements continuent, le ministre de l'Intérieur « socialiste » refuse des femmes, des

Après trois mois et demi d'attente, sans que pour cela le gouvernement Front populaire ait enrégimé la montée des prix, et après les menaces des ouvriers, le surarbitre désigné par le gouvernement allait rendre sa sentence en déclarant que ce n'était pas 12 % que l'on pouvait espérer, mais simplement la moitié, soit 6 %. Bienfait de l'arbitrage !

Les délégués ont unanimement repoussé cette sentence et exigé des dirigeants syndicaux et de la C.G.T. des mesures plus énergiques, plus rationnelles, et d'envisager les moyens pour que rapidement satisfaction soit donnée aux travailleurs qui sont las de la pause et encore plus des promesses.

Devant cette résistance des délégués refusant d'avaliser et d'approuver la sentence arbitrale, les ténors du syndicat ont essayé une fois de plus de canaliser le mécontentement et de faire fonctionner la fameuse soupe. Ils ont déclaré en effet s'inspirer des suggestions des délégués, en s'en référant à l'Union des Syndicats et à la C.G.T. en vue de l'organisation d'un mouvement général de protestation « limité dans le temps », ce qui veut dire : canaliser le mouvement de colère des ouvriers en attendant, puis ensuite d'étouffer, pour garder avant tout le Front populaire, qui prépare le lit du fascisme.

La résolution, du reste, est chère et chou. Tout en exigeant des avantages matériels immédiats, on y ajoute l'échelle mobile pour laquelle le gouvernement demandera des délais pour examen, on y ajoute des revendications justes et immédiates pour le peuple espagnol et en particulier pour les Asturies, alors que les auteurs de cette résolution connaissent mieux que quiconque la réponse faite par Chautemps à Joubaux lors d'une délégation effectuée cette semaine à ce sujet.

On veut simplement gagner du temps pour se permettre de préparer et d'inoxiquer les ouvriers aux « dangers extérieurs », à la nécessité de l'« Union des Français », « pour la sauvegarde de la Paix » et, comme l'a proclamé Chautemps à Châteauroux, pour ne pas affaiblir la défense nationale par des troubles intérieurs. On réclame une fois de plus l'entente entre le Capitul et le Travail, comme si l'on pouvait rapprocher un voleur et un volé.

Les ouvriers métallurgiques doivent rejeter ces propositions et exiger des

dirigeants syndicaux, non pas des entretiens et des accommodements dans les antichambres ministérielles, mais une action décisive pour faire aboutir leurs revendications immédiates, nationales et internationales. Les travailleurs asturiens vont être assassinés ; pendant ce temps-là, le comité de non-intervention attend les réponses de Mussolini et d'Hitler. La famine se prépare en Espagne, les bombardements continuent, le ministre de l'Intérieur « socialiste » refuse des femmes, des

devant cette résistance des délégués refusant d'avaliser et d'approuver la sentence arbitrale, les ténors du syndicat ont essayé une fois de plus de canaliser le mécontentement et de faire fonctionner la fameuse soupe. Ils ont déclaré en effet s'inspirer des suggestions des délégués, en s'en référant à l'Union des Syndicats et à la C.G.T. en vue de l'organisation d'un mouvement général de protestation « limité dans le temps », ce qui veut dire : canaliser le mouvement de colère des ouvriers en attendant, puis ensuite d'étouffer, pour garder avant tout le Front populaire, qui prépare le lit du fascisme.

La résolution, du reste, est chère et chou. Tout en exigeant des avantages matériels immédiats, on y ajoute l'échelle mobile pour laquelle le gouvernement demandera des délais pour examen, on y ajoute des revendications justes et immédiates pour le peuple espagnol et en particulier pour les Asturies, alors que les auteurs de cette résolution connaissent mieux que quiconque la réponse faite par Chautemps à Joubaux lors d'une délégation effectuée cette semaine à ce sujet.

On veut simplement gagner du temps pour se permettre de préparer et d'inoxiquer les ouvriers aux « dangers extérieurs », à la nécessité de l'« Union des Français », « pour la sauvegarde de la Paix » et, comme l'a proclamé Chautemps à Châteauroux, pour ne pas affaiblir la défense nationale par des troubles intérieurs. On réclame une fois de plus l'entente entre le Capitul et le Travail, comme si l'on pouvait rapprocher un voleur et un volé.

Les ouvriers métallurgiques doivent rejeter ces propositions et exiger des

### EMPLOYÉS

N'oubliez pas la trahison des "Magasins Réunis" malgré la démagogie de Raynaud

Dimanche dernier, s'est tenue à la Grange-aux-Belles une assemblée d'étude du syndicat des Employés de la Région parisienne. A cette séance devaient être discutés les rapports déposés et présentés les résolutions sur lesquelles les employés auraient à voter dans leurs sections d'entreprises. Une telle procédure est-elle plus démocratique qu'un congrès préparé pour une large discussion, cela ne nous paraît guère ; mais, peu importe, la sélection qui est à la

compte que, pour la base, les minutes étaient forcément coupées. De ces discours, il nous faut d'abord retenir, dans l'argumentation de Gazier, visant essentiellement à défendre l'arbitrage obligatoire, la question suivante destinée beaucoup moins à embarrasser d'éventuelles minorités, que d'effrayer la grande masse : « Si vous êtes contre le gouvernement de Front populaire, alors dites par quoi vous voulez le remplacer. » Que Gazier prenne patience, les masses travailleuses ne tarderont, m'est avis, à lui donner une réponse.

Quant au discours d'Henri Raynaud, s'il est vrai, comme le fait m'a été rapporté, qu'il fit la veille à Vincennes un discours large sans écho, il en avait compris les raisons, et, dimanche, devant les Employés, il donna un formidable coup de barre à gauche. Assez de ceci, assez de cela, assez de licenciements. Si l'arbitrage frappe un camarade, si nous n'avons pas de réponse de l'arbitre, nous passerons outre à l'arbitrage. Nous ferons grève tous ensemble comme en juin, et nous occuperons tous ensemble les entreprises. Les phrases ardentes succédaient aux phrases virulentes. De la part d'un Raynaud, c'était pure démagogie qui parvenait à tromper beaucoup d'employés.

Mais, à la fin de son exposé, l'effet fut coupé par la question d'un cochon de colissant : pourquoi n'avez-vous rien dit, lui dit-il, au sujet de votre attitude dans le conflit des Magasins Réunis (République) ? Les Employés savent que l'Union des Syndicats n'a rien voulu faire dans ce conflit, car il s'agissait de « ne pas troubler l'Exposition ». Quant cette question fut posée, le petit Raynaud devint furieux. Il se garda bien de répondre, il alléqua seulement qu'on s'expliquerait devant un congrès de l'Union. On sait ce que cela veut dire : on pourra mieux noyer les questions devant une masse de délégués qui, dans son écrasante majorité, ne connaîtra rien du conflit. Cette réponse de Raynaud n'apporta aucune satisfaction et suscita un assez copieux chahut. Nous ne vous laisserons pas vous livrer impunément à la démagogie, MM. Raynaud, et consorts, chaque fois nous ferons connaître vos trahisons, vos lâchages, nous vous dénoncerons comme les ennemis des travailleurs.

En ce qui concerne les interventions des délégués, il faut observer : 1) peu d'interventions des banques ; 2) des interventions assez homogènes des assurances dont la section avait eu précédemment une séance à elle ; 3) dans les interventions des délégués des magasins ce sont ceux des boîtes moyennes et petites qui intervinrent relativement plus sur les problèmes importants.

(Suite page 3.)

### A BAS CHAUTEMPS ! A BAS NEGRIN !

Cri des ouvriers à Vincennes pour chasser les radicaux - Cri des travailleurs espagnols pour vaincre Franco

GIGNON est investi par Franco. La déroute est sanglante, la seconde Commune des Asturies est vaincue. La Révolution prolétarienne pouvait vaincre, mais les républicains bourgeois l'ont étranglée.

La combinaison avec les radicaux espagnols démontre son impuissance à vaincre le fascisme et sa complicité avec Franco pour les intérêts communs des bourgeois et du capitalisme international.

La lutte des républicains bourgeois espagnols contre Franco, elle ressemble à la lutte des radicaux, en France, contre le patronat !

A BAS CHAUTEMPS ! orient, à Vincennes, des dizaines de milliers de travailleurs.

enfants et des vieillards, les réfugiés politiques qui n'ont pas de papiers. Les fonctionnaires Front populaire de ce ministre osent réclamer de l'argent pour l'obtention de cartes d'identité.

La situation financière est déficitaire, on demande des sacrifices aux fonctionnaires, aux retraités, aux combattants, on fait des promesses aux vieux travailleurs, pendant qu'on maintient la liberté de la spéculation et on favorise la vie chère.

Les travailleurs, et ceux des métaux en particulier, doivent faire cesser ces scandales, et envisager eux-mêmes les moyens, d'abord pour le renforcement de l'organisation dans les entreprises, la constitution de conseils d'usines, ayant pour objectif non pas l'évacuation des usines, mais au contraire la préparation de la grève générale avec occupation des usines, des chantiers, des banques, des services publics. Et leur maintien en activité sous le contrôle et la direction de ces conseils.



¡Abajo el gobierno Negrín! ¡Alto a la contrarrevolución y a la represión!

l'organisateur de la défaite ! Ses théoriciens de pacotille, les Marty, le Ferrat, ne font pas tâche durable. La IV<sup>e</sup> Internationale vaincra !

base d'une telle assemblée et ses débats eux-mêmes pouvaient être très utiles pour le développement d'un courant révolutionnaire chez les Employés.

700 délégués assistaient, représentant principalement les exploités des grands magasins, des prix uniques, de l'assurance et des banques, représentant aussi d'autres catégories moins nombreuses d'employés (tissu, livre, bijou, métallurgie, professions judiciaires, etc...)

A propos de démocratie ouvrière, il faut signaler que l'habitude se répand des interventions interminables des bonzes, qui prennent le plus souvent pour eux la moitié du temps des assemblées ou congrès. Ainsi dans cette journée du dimanche, le secrétaire du syndicat Gazier et le secrétaire de l'Union des Syndicats de la Région parisienne, H. Raynaud, firent de très longues interventions. Si l'on ajoute le discours de Capocci, secrétaire de la Fédération, et celui de Buisson, secrétaire de la C.G.T., on peut se rendre facilement

### D'une semaine à l'autre

LES PERSPECTIVES DE DIFFICULTES ECONOMIQUES PROCHES SE PRECISENT

APRÈS le « krach » boursier, à New-York, du 18 octobre 1937, une vive reprise des cours s'était amorcée lorsque samedi dernier une nouvelle bourrasque s'abattit sur le marché. Les pertes des capitalistes spéculateurs « à la hausse » et possesseurs de titres s'élevèrent à 25 milliards de dollars, soit 750 milliards de francs depuis août 1937. L'industrie sidérurgique américaine ne travaille plus qu'à 55 % de sa capacité de production contre 90 % en avril dernier et 75 % il y a un an. Un grand désarroi s'empare des dirigeants des U.S.A.

Les seuls indices économiques favorables cette semaine se rapportent à la production de la fonte en Angleterre qui atteint, pour septembre, le chiffre record de 726.000 tonnes. La cause de cette « prospérité » est sans nul doute dans l'accélération du réarmement massif de l'Angleterre.

LA SITUATION EXTERIEURE RESTE TENDUE

La politique anglaise continue sous le couvert de la « non intervention » à favoriser Franco.

Londres entraîne, bon gré, mal gré, dans son sillage, l'impérialisme français et des menaces de Mussolini et de la « fidélité » de la perle Albion... Mais que faire ? « l'isolement » avec trois frontières à défendre et les Baléares aux Italiens ne serait pas une position facile ! Les augures de l'impérialisme français déprimés tournent en rond !

Pour la Cité, c'est plus simple, elle pense que l'heure des banquiers va sonner en Espagne. C'est avec de l'or qu'elle espère mettre Franco et ses suppôts à son service et tirer les marrons du feu, contre ou avec Mussolini. Mais la partie n'est pas facile à jouer les impérialismes italiens et allemands n'entendent pas se laisser faire ; les événements se précipitent ; les problèmes à résoudre sont posés brutalement. Les colonies pour l'Allemagne, l'Europe Centrale, les intérêts en Chine, etc... Les voyages diplomatiques s'accroissent. Schussing va en Hongrie aussitôt après avoir conversé avec la Tchécoslovaquie ; le ministre d'Etat-Major yougoslave se rend en Bulgarie et en Turquie ; Rydz-Smigly va en Roumanie. Von Ribbentrop rejoint à toute vitesse Mussolini ; aussitôt après son départ débarque à Rome Duff Cooper, l'homme de confiance de Chamberlain, etc., etc...

Les déclarations succèdent aux déclarations, les manœuvres aux manœuvres (après l'échec de la Méditerranée, c'est le côté de 100 avions militaires ultra-modernes qui va s'envoler de France vers les colonies).

En Espagne, Gijón est prise, les fascistes français jubilent. Le massacre des magnifiques mineurs asturiens va commencer sous l'œil « non-interventionniste » des « socialistes ». Le parti stalinien proteste pour sauver la face mais se refuse à toute action réelle. Il laissera assassiner 50.000 Asturiens sans même organiser une manifestation montrant sur les boulevards, comme il le fit pour les lutteurs, Sacco et Vanzetti, alors qu'il était encore révolutionnaire ! C'est la pause et puis cela pourrait éloigner une partie de la bourgeoisie de l'alliance militaire franco-russe, but suprême de la politique stalinienne. Quant au Parti socialiste, chut ! Il ne faut pas gêner Blum. Tant pis si les prolétaires des Asturies crévent !

En Chine, les Japonais rencontrent une résistance imprévue mais sans intervention directe de l'U.R.S.S. ou des impérialismes contre le Japon, celui-ci continue de progresser. Mais le prolétariat japonais peut encore intervenir directement dans l'arène et balayer ses bourreaux.

En France : la situation économique demeure peu brillante. On ne peut encore parler de recul, mais c'est la stagnation. Le chômage a encore augmenté cette semaine (3.873 chômeurs en plus), l'activité financière a été nulle en septembre (18 millions seulement d'émissions d'actions).

Quant à la situation politique, elle est des plus délicates. Le Front populaire est malade. Toute une aile de la bourgeoisie voudrait cependant continuer à utiliser ce moribond qui endort si bien les masses et prépare l'union sacrée. Chautemps, le cuisinier mûri, cherchera à noyer les divergences au Congrès radical. Blum tentera d'en faire autant au Conseil National. Quant aux chefs stalinistes, ils s'associeront à la manœuvre à condition qu'on leur promette le renforcement de l'alliance franco-russe. L'attitude du P.C.F. sur le plan social servira de monnaie d'échange sur le plan international ; on menacera de faire bouger les masses pour le pain si les rapports franco-russes se distendent ; le tout au nom des intérêts de la France (défense des colonies contre les révoltes des indigènes, etc...)

Mais tous ces calculs semblent précaires. D'une part, le grand patronat veut des aménagements aux lois sociales (surtout aux 40 heures) ; de l'autre, les ouvriers ne veulent plus revenir aux conditions de vie d'avant juin 1936 ; le mécontentement éclate partout : chez les fonctionnaires, les agents des services publics, les métallos, les gars du bâtiment, les employés, les dockers, etc... tout des mouvements se préparent et l'on a crié ferme notre mot d'ordre : « A bas Chautemps ! » à Vincennes.

Peut-on prévoir l'issue de ces contradictions ? Si la guerre doit être prochaine, le capitalisme casellera la concentration large (avec les communistes peut-être). Si, les délais avant la guerre lui apparaissent encore longs, il faut s'attendre à ce qu'il accentue sa contre-offensive pour isoler et désagréger les forces prolétariennes privées d'un parti révolutionnaire solide.



# Un Défi qui n'a pas été relevé :

Si la commission prouve que je suis coupable, même pour une part minime, des crimes dont m'accuse Staline, je m'engage à me livrer volontairement aux bourreaux du Guépéou. J'espère que cela est clair. Je fais cette déclaration devant tout le monde. Est-ce que les accusateurs du Kremlin m'entendent ? Je leur jette un défi à la face et j'attends leur réponse !"

TROTSKY, 9 Février 1937.

## LA MACHINATION DU PROCÈS DE MOSCOU DÉMASQUÉE !

Quand le premier procès de Moscou fut déclenché, Trotsky demanda qu'une enquête sur les faits imputés soit effectuée par l'Internationale syndicale d'Amsterdam. Refus. Il tenta d'engager un procès devant un tribunal bourgeois. Dérobade de la justice. Cependant, internationalement, des gens voulaient savoir. Une commission internationale se constituait, composée de personnalités littéraires, artistiques, politiques, nullement liées à Trotsky et aux bolcheviks-léninistes. Contre le travail de cette Commission qui siégea à New-York, se rendit à Mexico, reçut de nombreux témoignages, des agents staliniens tentèrent des manœuvres qui échouèrent. En conclusion de ces travaux, la Commission s'est prononcée : LES ACCUSATIONS PRÉSENTÉES AUX PROCÈS SONT MENSONGÈRES.

EN ESPAGNE

## L'accusation d'espionnage contre le P. O. U. M. camoufle la complicité des staliniens avec les agents de Franco

DANS l'« Humanité » viennent de reprendre avec intensité des accusations calomnieuses contre le P.O.U.M. : espionnage, terrorisme. Ce sont ceux qui ont provoqué les journées de mai à Barcelone, ce sont ceux qui ont, en Espagne, comme en U.R.S.S., et dans plusieurs pays, de nombreux assassinats de militants révolutionnaires les plus immondes. Les assassins de Nin, de Kurt Landau, les gangsters qui ont enlevé Max Rein, Erwin Wolff, ce sont ces forçats dont le rôle dans l'assassinat de Durutti n'a pas été éclairci par les militants anarchistes « pour vaincre Franco d'abord », ce sont ces canailles qui découvrent des documents sensationnels fabriqués par eux. Martyr, retour d'U.R.S.S., déverse mensonge sur mensonge, osant notamment écrire qu'il n'y avait pas de prévoyance dans les brigades internationales, alors que les rares rescapés ont fait connaître le nom de « boucher d'Albacete » qui stigmatisa désormais l'extrême de la Mer Noire.

Mais ces calomnies ne sont lancées par les staliniens, par leurs larbins à la Comorera, ce politicien passé par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, dont on apprend qu'il vient d'échapper à un attentat (nouvelle machination ou ressemblance ?) pour masquer, pour camoufler leurs liaisons avec les agents de Franco.

Les Cortès se sont récemment réunies ; elles n'avaient pas d'autre but que de légaliser les crimes commis et de permettre le renforcement du stalinisme dans l'appareil gouvernemental. Deux personnages de marque y ont participé. L'un, Miguel Maura, fils de l'assassin de Ferrer, lui-même ministre de l'Intérieur du gouvernement provisoire en 1931 réprima sauvagement les mouvements ouvriers de Séville et de Barcelone. L'autre, Portela Valladares, fut gouverneur civil de Barcelone, puis président du Conseil ; à chaque fois, il usa tant et plus de la répression, notamment en octobre 1934 aux Asturies. Mais ce n'est pas tout. Ami de Franco, il lui laissa les mains libres pour préparer son coup de force du 18 juillet 1936. Quand celui-ci échoua à Madrid, Valladares se sentit peu en sécurité dans cette ville et il s'enfuit. Grâce à des complicités, il put s'embarquer sur le croiseur français « Duquesne » et débarquer en France le 29 juillet 1937. Ses biens en Catalogne étaient confisqués.

Mais, Valladares faisait mieux encore. Il eut, à ce moment, des rapports étroits et de confiance avec Franco. C'est ainsi que, de Nice, il adressa la lettre suivante, dont la presse nationaliste espagnole a reproduit le fac-similé :

HOTEL BRICE  
44, rue du Maréchal-Joffre  
Nice, le 8 octobre 1936.  
A Son Excellence  
Don Francisco Franco,  
Illustre général et distingué ami !

A votre Grâce qui vient d'être investie des charges suprêmes de chef du nouvel Etat et de Généralissime des Armées d'Espagne, je veux envoyer les chaleureuses félicitations et l'as-

surer de mes vœux fervents pour la grande œuvre qu'il a entreprise, et qui doit donner à notre pays un avenir d'ordre, de justice, de paix, de prospérité et de force qui lui restitue la grande place à laquelle il a droit dans le monde.

C'est sur vous que repose la mission providentielle de réaliser une seconde « reconquête » de l'Espagne, de la sauver de la barbarie, du crime, de la destruction érigés en système de gouvernement. Jamais les idées politiques ou l'origine du pouvoir ne peuvent être invoquées contre la Patrie : ces facteurs doivent s'y soumettre et n'être qu'un moyen pour la mieux servir. A cette heure terrible, je ne pense qu'à l'Espagne et qu'à vous, qui, par vos exceptionnelles conditions d'intelligence, de sérénité, de caractère et d'une valeur professionnelle qui ne trouve de précédents qu'aux plus belles pages de notre histoire, devez la relever.

Mon âge, qui en cette occasion, me peine, ne me permet pas de solliciter l'honneur d'être soldat sous vos ordres ; je n'ai pas de ressources, parce que l'on m'a dépouillé de tout ; j'ai sauvé, par miracle, une vie qui ne vaut rien, mais qui aspire au bien de la patrie, que j'ai servie aussi bien que j'ai pu, et que j'ai pu, en maintenant intacte l'autorité, et en luttant sans souci du risque contre le désordre et l'anarchie. Les plus passionnés devront le reconnaître... C'est dans ces sentiments que je suivrai avec émotion, comme je l'ai suivie jusqu'ici, votre grande tentative. Et toujours à votre dévouement complet. Votre admirateur et ami.

M. PORTELA VALLADARES.

Les véritables complices de Franco, ce sont les staliniens qui pacifient avec les Valladares, leur font rendre tous leurs biens (décret de la Généralité de Catalogne n° 284, du 11 octobre 1937), et tuent les combattants de la révolution prolétarienne.

## Des souscriptions ! Des abonnements !

Bulletin d'Abonnement à la « Commune »

Nom et prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

souscrit un } 3 mois ..... 5 fr.  
Abonnement de } 6 mois ..... 10 fr.  
1 an ..... 20 fr.

et adresse le montant au compte postal Brauch 1773-07, Paris 66, faubourg Saint-Martin

Le Gérant : M. GUILLARD.

Ce journal est composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE » 36, rue du Château-d'Eau, Paris (10°)

SUR L'ASSASSINAT DE REISS

## Les mensonges de "l'Humanité" réfutés par le comité exécutif de l'Internationale Communiste

CETTE semaine, ont paru dans l'« Humanité », sous la signature de Magnien, serviteur appointé et zélé de l'ambassade soviétique, plusieurs articles où tout ce qui concerne les affaires Miller-Skolbine est mélangé de façon inconcevable, pour aboutir à affirmer que le « trotskyste » Reiss a été assassiné par des gens au service de la Gestapo dans le camp de l'émigration russe blanche. Ainsi donc, pour la première fois, l'« Humanité » reconnaît que Reiss était trotskyste ; mais, qui plus est, après avoir affirmé sur des pages entières, au moment des procès de Moscou et depuis, que les trotskystes n'étaient que des agents de la Gestapo que la révolution devait exécuter impitoyablement, l'« Humanité » accuse la Gestapo d'avoir tué un trotskyste. Les invraisemblances et les contradictions ne troublent plus les rédacteurs de l'« Humanité ». Plus le mensonge est grossier, plus il faut gueuler fort, doit être leur devise.

Dans la bouillie présentée par Magnien, il est question de l'organisation terroriste du général blanc Turkuil, et d'agents de ce Turkuil qui auraient commis les crimes sur lesquels la police révolutionnaire de l'Etat prolétarien, les procédés policiers, pour de telles missions, d'utiliser des gens qui n'avaient que de lointains rapports avec la révolution. Dans la dégenérescence de la révolution d'Octobre, les indispensables contre l'ennemi de classe, furent importés par la fraction stalinienne dans les rangs ouvriers. En même temps qu'il menait de vastes campagnes contre la répression, le stalinisme rangeait pour l'instant dans les pattes des policiers capitalistes les militants oppositionnels. Il tenta aussi de faire faire ses mauvais coups contre l'opposition par ses agents dans les organisations blanches, fascistes, tout en se préparant des alliés. Nous allons voir comment se film s'est développé.

Que le Guépéou ait des agents dans les organisations blanches, cela n'a rien d'extraordinaire. Le contraire le serait. Quand le Guépéou était la police révolutionnaire de l'Etat prolétarien, il était déjà obligé, pour de telles missions, d'utiliser des gens qui n'avaient que de lointains rapports avec la révolution. Dans la dégenérescence de la révolution d'Octobre, les indispensables contre l'ennemi de classe, furent importés par la fraction stalinienne dans les rangs ouvriers. En même temps qu'il menait de vastes campagnes contre la répression, le stalinisme rangeait pour l'instant dans les pattes des policiers capitalistes les militants oppositionnels. Il tenta aussi de faire faire ses mauvais coups contre l'opposition par ses agents dans les organisations blanches, fascistes, tout en se préparant des alliés. Nous allons voir comment se film s'est développé.

En 1927, à la veille du XV<sup>e</sup> Congrès du parti bolchevik où fut consommée l'exclusion des bolcheviks-léninistes, Staline tenta de faire introduire, dans les rangs de l'opposition, un ex-officier de l'armée blanche, Wrangel, que le Guépéou tenait en mains. L'opposition parvint à déjouer la manœuvre. Staline, qui restait alors avec son garde-blanc dans les mains, battit en retraite : il n'avait pas dit que l'opposition était liée aux gardes blancs, qu'elle préparait une conspiration militaire, il n'avait pas pensé cela, mais l'opposition, « contre sa volonté et contre son désir », était exploitée par les éléments anti-bolcheviks. Il suffit de relire le compte rendu du XV<sup>e</sup> Congrès (« Correspondance Internationale », novembre 1927) pour retrouver cette retraite de Staline.

Les années passant, le pouvoir bureaucratique se développa dans un sens de plus en plus contre-révolutionnaire, il songeait à exterminer les oppositionnels et à frapper Trotsky à ce moment-là en exil en Turquie. Mais, en même temps, il se couvrait. Dans l'organe officiel du P.C. allemand, « Die Rote Fahne », parut en octobre 1931 une dépêche annonçant la préparation d'attentats par le général Turkuil contre Litvinov, Gorki, Staline, et Trotsky. A ce moment-là, les oppositionnels de divers pays, notamment en Allemagne, par l'intermédiaire du camarade Seipold, ex-député au Landtag prussien, et en France, intervenirent auprès des autorités vétérielles. Le sens de l'intervention ne trouve dans la déclaration suivante de Seipold :

- 1) Je visais au nom d'un groupe de camarades dévoués de l'opposition de Gauche internationale.
- 2) Il est clair pour nous que la « Rote Fahne » a reçu des informations sur la préparation d'attentats contre Trotsky par les sources du gouvernement soviétique. De la sorte, le gouvernement soviétique prouve FORMELLEMENT qu'il a connaissance du danger qui menace le camarade Trotsky sur ce point.
- 3) Dans l'information il est dit que le plan de Turkuil se base sur les mauvais services de la sorte, le Gouvernement soviétique prouve FORMELLEMENT qu'il sait fort bien que les mensonges du gouvernement russe pour la sécurité de Trotsky sont purement fictives.
- 4) Abouter à quelque chose sur ce point au pris du gouvernement russe qui sait que le gouvernement russe s'entendrait bien, s'être absolument excité. C'est aussi pour nous démontré par l'expérience pratique de ces trois dernières années, comme des quelques semaines depuis la connaissance du plan Turkuil.
- 5) Une véritable sauvegarde, de véritables mesures, peuvent être prises efficacement de la part de ceux qui ont un intérêt REEL, c'est pourquoi nous demandons à le gouver-

ment russe est enclin à prendre avec nous des mesures appropriées ; et nous déclarons que nous sommes tout à fait prêts à faire tout ce qui se révélera nécessaire. Naturellement cela doit se faire en pleine discrétion.

Puisqu'il est clair qu'une telle décision doit venir de Moscou, nous allons attendre dix jours sans prendre publiquement des mesures dans ce domaine.

Les mois passèrent, sans réponse. Mais Staline était embarrasé, ainsi qu'on va le voir. Le C.C. du parti bolchevik envoya un lettre au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste ; celui-ci en transmit copie aux Comités Centraux des partis communistes. Voici une lettre du secrétariat du P.C. datée du 2 mars 1932 :

PARTI COMMUNISTE Paris, le 2 mars 1932. AUX MEMBRES DU C.C. AUX SECRÉTAIRES REGIONAUX Le Secrétariat politique du C.C. de l'I.C. a reçu une lettre du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. au sujet des insinuations de Trotsky et des Trotskyistes. Nous avons reçu, pour l'information de notre Parti, communication de cette lettre.

Il n'est pas impossible que Trotsky et les Trotskyistes à l'étranger publient leurs lettres et déclarations calomnieuses adressées au C.C. et à la C.C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. Les trotskistes peuvent faire une tentative pour transporter leurs insinuations calomnieuses dans les réunions du Parti et dans les réunions ouvrières.

La lettre adressée par le C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. au secrétariat du C.C. de l'I.C. nous permettrait d'expliquer aux membres du Parti et aux ouvriers le rôle intime et contre-révolutionnaire de Trotsky et des Trotskyistes. Les lettres du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. ont été portées à la connaissance des comités régionaux et des comités de rayons du Parti et des ouvriers des fractions des organisations ouvrières de masse, mais il ne faut pas la publier sans notre décision.

LE SECRETARIAT DU COMITÉ CENTRAL.

Et voici la lettre du Comité Central du parti bolchevik :

SECRETARIAT DU C.C. DE L'I.C. En octobre 1931, la « Rote Fahne » a publié des informations au sujet des projets des gardes blancs en Europe Occidentale, organisant des attentats contre la vie de personnalités soviétiques (Litvinov, Gorki, Staline), ainsi que de Trotsky, expulsé de l'Union Soviétique et résidant en Turquie. Ces informations ont été publiées dans la « Rote Fahne » sur l'initiative du Comité Central du P.C. de l'U.R.S.S., qui estimait que leur publication en Europe Occidentale, où sont installés les émigrés blancs, est le meilleur moyen de déjouer les projets terroristes des assassins.

Tout autre que Trotsky, se trouvant dans sa position, aurait eu devoir être reconnaissant au Comité Central du P.C. de l'U.R.S.S. favorisant du danger. Trotsky en a jugé autrement. Il a déclaré que, puisque le Comité Central ne prévient du danger, c'est qu'il attache une grande valeur à sa personne et, par conséquent, il doit s'entendre avec les trotskistes pour organiser sa protection ; pour cette raison, le Comité Central pourrait accepter, pour la sécurité de Trotsky, de le laisser revenir en U.R.S.S. et de lui permettre de recommencer à bas son activité contre-révolutionnaire.

Mais, au lieu de le dire nettement, Trotsky s'est mis à exercer un chantage contre le Comité Central du P.C. de l'U.R.S.S. Il a exigé, au premier secrétaire d'avoir fait bloc avec les trotskistes blancs. Il a exigé du Comité Central qu'il s'entende avec les trotskistes pour organiser sa protection en menaçant de livrer cette lettre à la publicité.

Encore avant, il y a à peu près six mois, Trotsky a envoyé au Comité Central une lettre où il accusait le P.C. de l'U.R.S.S. et le C.C. de l'I.C. d'avoir décliné le parti ouvrier en Espagne et où il proposait d'unir la section espagnole de l'I.C. et les trotskistes en un seul parti. Il y faisait allusion à ce qu'il était disposé à rassembler du P.C. de l'U.R.S.S. et menaçait dans le cas contraire de « démasquer » le P.C. de l'U.R.S.S. et le C.C. de l'I.C. comme les fauteurs de la scission.

Il y a trois semaines, Trotsky a envoyé au Comité Central une nouvelle lettre, où, parlant des informations de la « Rote Fahne », au sujet des projets terroristes des émigrés blancs, il lance contre le camarade Staline et le Comité Central la calomnie intime d'avoir fait bloc avec les émigrés blancs, dans le but de le faire assassiner. Il a fait de nouveau un chantage envers le Comité Central en le menaçant de livrer cette lettre à la publicité, tout en insinuant qu'il pourrait renoncer à cette menace si le Comité Central consentait à s'entendre avec lui.

Il y a encore deux jours, le Comité Central a reçu une lettre du camp trotskiste : c'est la lettre du représentant des trotskistes en France, un certain Frank qui, dans un « projet de déclaration » des trotskistes à l'Union Soviétique (voir ci-joint) répète toutes les sales calomnies contre le Comité Central et le camarade Staline, déjà mentionnées plus haut. Il fait un chantage en menaçant de publier la déclara-



Reproduit de la « Lutte Ouvrière » belge.

ration si le Comité Central ne fait pas de concessions à Trotsky.

La pensée essentielle de ces lettres de Trotsky est de se paritiser avec les gens tombés jusqu'à un dernier degré de la bassesse ; le Comité Central ne fait pas des concessions à Trotsky, les trotskistes cherchent contre eux toutes les sortes de sales calomnies, mais s'il en fait, les trotskistes pourront se taire.

Dans tous les cas précédents, le Comité Central estimait qu'il était au-dessus de la dignité du Parti Communiste de l'U.R.S.S. de répondre aux sales calomnies et aux grossiers chantage des aventuriers contre-révolutionnaires. C'est pourquoi le Comité Central a laissé sans réponse les lettres de Trotsky.

Le Comité Central estime que, même dans le cas présent, il serait humiliant pour le P.C. de l'U.R.S.S. de répondre à la provocation et aux chantage évidents des rôtégats trotskistes qui, par leur campagne de calomnie, ne font qu'écarter la consigne de son ennemi de classe. C'est pourquoi, cette fois encore, le Comité Central ne répond pas à la lettre et à la déclaration du trotskiste Frank.

Que MM. les trotskistes publient leurs sales et calomnieuses lettres et déclarations, le Comité Central ne doute pas que, de cette façon, ils commencent leur suicide moral et politique aux yeux des ouvriers révolutionnaires.

Que Trotsky soit protégé par les membres de la clique trotskiste, par ses propres partisans, le Comité Central des Communistes n'a pas à organiser la protection des contre-révolutionnaires.

Quant au retour de Trotsky en U.R.S.S., le Comité Central estime que ce serait un crime envers le mouvement ouvrier mondial, un crime envers l'Internationale Communiste et le Parti Communiste de l'U.R.S.S. et de lui permettre ainsi de recommencer son activité contre-révolutionnaire, dans le pays de la dictature du prolétariat.

N. Trotsky, chassé par la classe ouvrière du pays de la dictature du prolétariat, n'a plus d'autres ressources que la calomnie contre-révolutionnaire et la invention des gardes blancs contre l'Internationale Communiste, contre le Comité Central du P.C. de l'U.R.S.S., contre les leaders du Parti et de l'I.C.

Il ne peut y avoir de doute que, par leur campagne calomnieuse et par leurs insinuations contre-révolutionnaires, contre le C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. et contre le camarade Staline, Trotsky se fraie une voie vers Kautski, Otto Bauer et

# Le stalinisme est la syphilis du mouvement ouvrier

## L'arbitrage Simca

Dans sa lettre à l'ouvrier métallurgiste : « Que vas-tu faire ? », le P.C.I. met en garde les métallos contre le fractionnement, l'éparpillement des grèves. Il préconise une lutte d'ensemble contre la vie chère, les renvois, les départs de grève, par la préparation d'une grève générale pour le contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises en organisant un Conseil (Soviet), dans chaque usine, lié aux autres usines.

Cette lettre fut publiée et diffusée à l'époque de la grève S.I.M.C.A. Elle appelait l'attention sur les métallos de la région parisienne sur la nécessité d'apporter une solidarité effective à leurs copains en lutte contre une direction — émanation directe du fascisme italien — qui tentait, avec l'appui financier et moral du capitalisme, du fascisme et même des pouvoirs publics de notre démocratie bourgeoise, de vaincre les ouvriers de cette importante entreprise. Espérant aussi, par cette défaite, saper la confiance des travailleurs dans leurs moyens de revendications et les désorganiser.

Chloroformés par les « chefs » politiques et syndicaux, les métallos ne marchèrent pas. « Les élections cantonales exigent, face à l'attaque patronale, la pause des travaux et autres bonzes pour... exige d'éviter d'élargir le conflit. Pour laisser la tranquillité aux exploités d'accentuer leurs efforts, par la préparation d'une nouvelle dernière guerre mondiale.

Gavés de tels conseils, les gars de la S.I.M.C.A. ne tardèrent pas, sous la pression du stalinien Timbaut, à évacuer la place forte qu'ils détenaient, c'est-à-dire l'usine. Par une telle attitude, Timbaut ne fut pas aux ordres des syndiqués, mais de Chautemps. D'après la déclaration, à l'assemblée du 9 octobre 1937, de Cattanéo, responsable du Comité local du 12, Chautemps était résolu à employer la force armée, pour faire évacuer l'usine, en vertu d'un jugement obtenu par la direction.

Engagés sur cette pente, les dirigeants syndicaux, soucieux des intérêts de la politique stalinienne, ne pouvaient plus hésiter. Ils engagèrent, sur une malice promise d'arbitrage, les ouvriers à recommencer le travail en laissant les quarante-neuf licenciés sur le pavé, attendant la décision de l'arbitre.

Ainsi, la reprise se fit aux décisions émises par la direction fasciste. On ne peut donc dire que la grande presse ouvrière appela cette rentrée : une victoire !

Nul étonnement que « l'Humanité », « le Populaire », « le Peuple », « la Vie Ouvrière » et les syndicats fassent le silence le plus complet sur la sentence de l'arbitre. Cet arbitre fut nommé récemment Président de la Société Nationale des Chemins de Fer par le gouvernement Front Populaire. Sans doute, en remerciement des éminents services rendus par ses arbitrages : Panhard, S.I.M.C.A. Nous publions certains passages de cette sentence, d'après l'exposé fait aux réunions du personnel de la S.I.M.C.A., par Jourdain, responsable local du Syndicat des Métallos et reproduit dans « Syndicats » des 16 et 21 octobre.

Jourdain rappelle le compromis d'arbitrage : « Le Syndicat accepte le rechronométrage des temps avec le concours d'un ingénieur de la Marine; « Les ouvriers ne seront plus autorisés à se réunir dans la réfectoire de l'usine; « Le bureau à la disposition de la Section

## La querelle "Syndicats-Vie Ouvrière" Il faut parler plus clair

Aujourd'hui les masques sont jetés, « Syndicats » du 21 octobre, organe des réformistes partisans de « l'indépendance du syndicalisme », et « Le Peuple » du 23 octobre, organe officiel de la C.G.T., ont émis une réponse négative de « La Vie Ouvrière », organe des staliniens refusant de fusionner avec « Syndicats », comme l'avait demandé le dernier Comité National du 4 août.

« Syndicats » annonce donc qu'il continue et Jourdain, dans le numéro du « Peuple » cité plus haut, annonce que la Commission Administrative de la C.G.T., dans sa séance du mardi 19 octobre, a fixé la date de la publication de son hebdomadaire au 1<sup>er</sup> janvier 1938 et annonce le numéro du « Peuple » et « Le Peuple du Dimanche ». La situation est donc plus claire.

Nous ne pensons pas que, de ce fait, l'unité syndicale soit de nouveau en danger. Du reste, ce serait de part et d'autre une erreur de croire que les yeux des ouvriers, dans cette période où les syndicats professionnels et doriotistes n'attendent que cela pour se renforcer et pratiquer vis-à-vis des travailleurs la même opération que Mussolini et Hitler ont effectuée en Italie et en Allemagne.

Au moment où le patronat français passe de la défensive à l'offensive, il ne se permettrait pas cette rupture, sachant d'avance que tous les travailleurs les chasseraient les uns et les autres des directions des Syndicats et des Fédérations.

Par contre, ils manoeuvrent et veulent sauver les apparences en essayant comme ils le tentent dans certaines usines d'organiser des « Trotskystes ou les mécontents, baptisés Trotskystes pour la circonstance, d'être des diviseurs, des provocateurs, etc., etc.

Mais la manoeuvre est un peu trop grossière pour que nous n'y répondions pas avant. Les dirigeants staliniens sont passés successivement, depuis 1934, de l'unité syndicale à la base et non avec les chefs réformistes traités et collaborateurs de la bourgeoisie, à l'unité d'action, pour aboutir, après toutes les concessions voulues, à l'Unité Syndicale en attendant l'alignement des Syndicats pour le Congrès de 1938, ils vont aujourd'hui leurs manoeuvres en partie dévoilées par ceux qui, jusqu'à maintenant, ont toléré que soient brimés et même exclus les militants de la base dans les élections. Les ouvriers attendent de vous des explications. Ils veulent savoir, ils commencent à en avoir assez de vos combines.

Quant au groupe « Lutte de Classe », il s'est refusé jusqu'à présent à prendre position, se réjouissant dans le domaine de l'éducation, ayant peur d'affronter de face les bonzes réformistes et staliniens, laissant à l'abandon des camarades qui essayaient de former des groupes « Lutte de Classe » dans les entreprises, refusant de passer ses communications dans la presse d'opposition, donnant timidement quelques appels dans « Le Libertaire ». Allez-vous prendre conscience de votre force ou allez-vous aussi capituler entre les réformistes collaborateurs et les staliniens, ou bien redonner au mouvement syndical son orientation révolutionnaire et véritablement de « Lutte de Classe » ?

Notre Parti Communiste Internationaliste qui est pour l'autonomie d'organisation des

dans l'usine est supprimé, ainsi que la présence d'un permanent (payé par la Direction).

Le camarade Jourdain cite les attendus suivants de la sentence :

« Un ouvrier a commis une faute professionnelle en mettant hors d'usage une presse... »

« Un délégué est sorti de l'usine pour se rendre au Syndicat sans autorisation, malgré le refus de la Direction... »

« Attendu que les ouvriers ont réclamé bruyamment le paiement des acomptes... » (M. Guinand n'est certainement pas obligé de réclamer des paiements d'acomptes).

« Qu'après une enquête auprès des ouvriers intéressés (49) et en présence d'un délégué ouvrier, il apparaissait que des fautes individuelles (antérieures aux incidents à arbitrer) avaient été commises. L'arbitre reprochait à la Direction de ne pas avoir pris de sanctions plus tôt (sic) et d'avoir ainsi laissé croire à certains ouvriers qu'ils pouvaient continuer impunément (resic). Qu'en conséquence il réintègrât onze ouvriers le 4 octobre, onze autres le 12 (dont un en tenant compte des grosses commandes pour la guerre) et ce sera le moyen de les obliger à faire pression sur Mimard et les Pouvoirs publics pour donner satisfaction aux ouvriers.

« Cet ouvrier, secrétaire adjoint de la section syndicale, a eu une méconnaissance manquée de ses charges de délégué en étant intervenu dans le côté technique de la fabrication... »

« Une telle sentence n'est pas sans avoir de répercussion. Les brimades se font plus précises. Certains membres de la maîtrise deviennent insolents et le manifestent. « Maintenant, c'est changé... si vous n'êtes pas content, c'est la porte. » Les douze panneaux syndicaux d'affichage sont supprimés.

Daladier, Ministre de la Guerre et du Front populaire réunis, radicaux et non tenus, ont porté son appui à cette Direction fasciste en retirant, sous pression de la Direction, le surcroît militaire obtenu antérieurement par le secrétaire de la section syndicale.

Avec un cynisme éhonté, Jourdain et Timbaut ont déclaré : « Certes, notre victoire n'est pas éclatante, mais c'est une victoire quand même. La société ne voulait-elle pas transporter son usine à Chambéry ou à Luxembourg et ensuite licencier 1.000 ouvriers. Puis, enfin, par la force de notre Syndicat, l'usine est ouverte avec tout le personnel, sauf vingt-huit camarades, parmi lesquels quelques-uns sont déjà placés par le syndicat. »

« Les métallos ne se laisseront pas abattre. Ils comprennent qu'ils n'ont pas été battus parce que leurs forces n'étaient pas suffisantes, mais par la capitulation des dirigeants qui, pour préparer l'union sacrée, sacrifient les intérêts des travailleurs.

Ils resteront fortement soudés entre eux et, pour revendre les méthodes du 12 juin 1936, l'action directe et collective, afin d'abattre définitivement le Capitalisme.

« Les métallos ne se laisseront pas abattre. Ils comprennent qu'ils n'ont pas été battus parce que leurs forces n'étaient pas suffisantes, mais par la capitulation des dirigeants qui, pour préparer l'union sacrée, sacrifient les intérêts des travailleurs.

« Les métallos ne se laisseront pas abattre. Ils comprennent qu'ils n'ont pas été battus parce que leurs forces n'étaient pas suffisantes, mais par la capitulation des dirigeants qui, pour préparer l'union sacrée, sacrifient les intérêts des travailleurs.

« Les métallos ne se laisseront pas abattre. Ils comprennent qu'ils n'ont pas été battus parce que leurs forces n'étaient pas suffisantes, mais par la capitulation des dirigeants qui, pour préparer l'union sacrée, sacrifient les intérêts des travailleurs.

« Les métallos ne se laisseront pas abattre. Ils comprennent qu'ils n'ont pas été battus parce que leurs forces n'étaient pas suffisantes, mais par la capitulation des dirigeants qui, pour préparer l'union sacrée, sacrifient les intérêts des travailleurs.

« Les métallos ne se laisseront pas abattre. Ils comprennent qu'ils n'ont pas été battus parce que leurs forces n'étaient pas suffisantes, mais par la capitulation des dirigeants qui, pour préparer l'union sacrée, sacrifient les intérêts des travailleurs.

« Les métallos ne se laisseront pas abattre. Ils comprennent qu'ils n'ont pas été battus parce que leurs forces n'étaient pas suffisantes, mais par la capitulation des dirigeants qui, pour préparer l'union sacrée, sacrifient les intérêts des travailleurs.

« Les métallos ne se laisseront pas abattre. Ils comprennent qu'ils n'ont pas été battus parce que leurs forces n'étaient pas suffisantes, mais par la capitulation des dirigeants qui, pour préparer l'union sacrée, sacrifient les intérêts des travailleurs.

« Les métallos ne se laisseront pas abattre. Ils comprennent qu'ils n'ont pas été battus parce que leurs forces n'étaient pas suffisantes, mais par la capitulation des dirigeants qui, pour préparer l'union sacrée, sacrifient les intérêts des travailleurs.

« Les métallos ne se laisseront pas abattre. Ils comprennent qu'ils n'ont pas été battus parce que leurs forces n'étaient pas suffisantes, mais par la capitulation des dirigeants qui, pour préparer l'union sacrée, sacrifient les intérêts des travailleurs.

« Les métallos ne se laisseront pas abattre. Ils comprennent qu'ils n'ont pas été battus parce que leurs forces n'étaient pas suffisantes, mais par la capitulation des dirigeants qui, pour préparer l'union sacrée, sacrifient les intérêts des travailleurs.

« Les métallos ne se laisseront pas abattre. Ils comprennent qu'ils n'ont pas été battus parce que leurs forces n'étaient pas suffisantes, mais par la capitulation des dirigeants qui, pour préparer l'union sacrée, sacrifient les intérêts des travailleurs.

« Les métallos ne se laisseront pas abattre. Ils comprennent qu'ils n'ont pas été battus parce que leurs forces n'étaient pas suffisantes, mais par la capitulation des dirigeants qui, pour préparer l'union sacrée, sacrifient les intérêts des travailleurs.

« Les métallos ne se laisseront pas abattre. Ils comprennent qu'ils n'ont pas été battus parce que leurs forces n'étaient pas suffisantes, mais par la capitulation des dirigeants qui, pour préparer l'union sacrée, sacrifient les intérêts des travailleurs.

« Les métallos ne se laisseront pas abattre. Ils comprennent qu'ils n'ont pas été battus parce que leurs forces n'étaient pas suffisantes, mais par la capitulation des dirigeants qui, pour préparer l'union sacrée, sacrifient les intérêts des travailleurs.

« Les métallos ne se laisseront pas abattre. Ils comprennent qu'ils n'ont pas été battus parce que leurs forces n'étaient pas suffisantes, mais par la capitulation des dirigeants qui, pour préparer l'union sacrée, sacrifient les intérêts des travailleurs.

« Les métallos ne se laisseront pas abattre. Ils comprennent qu'ils n'ont pas été battus parce que leurs forces n'étaient pas suffisantes, mais par la capitulation des dirigeants qui, pour préparer l'union sacrée, sacrifient les intérêts des travailleurs.

« Les métallos ne se laisseront pas abattre. Ils comprennent qu'ils n'ont pas été battus parce que leurs forces n'étaient pas suffisantes, mais par la capitulation des dirigeants qui, pour préparer l'union sacrée, sacrifient les intérêts des travailleurs.

« Les métallos ne se laisseront pas abattre. Ils comprennent qu'ils n'ont pas été battus parce que leurs forces n'étaient pas suffisantes, mais par la capitulation des dirigeants qui, pour préparer l'union sacrée, sacrifient les intérêts des travailleurs.

« Les métallos ne se laisseront pas abattre. Ils comprennent qu'ils n'ont pas été battus parce que leurs forces n'étaient pas suffisantes, mais par la capitulation des dirigeants qui, pour préparer l'union sacrée, sacrifient les intérêts des travailleurs.

# LE COIN DU PROLO

## St. Étienne

### Le conflit Mimard.

Ce conflit n'est toujours pas terminé et les ouvriers qui, sur la recommandation des chefs staliniens, ont quitté l'usine pour faire plaisir au Préfet, commencent à s'apercevoir qu'on les a, une fois de plus, trompés et qu'ils ont servi les intérêts électoraux des agents de la C.G.P.F.

Malgré que la solidarité financière joue d'une façon considérable, la fatigue se fait sentir et des murmures s'élèvent parmi les grévistes.

La minorité a décidé d'alerter les grévistes pour les inviter à juger les actes criminels de ces révolutionnaires à la manqué qui, pour être tranquilles pendant leur campagne électorale, ont sacrifié les intérêts de leurs camarades.

Une lettre ouverte, que nous joignons à cet article, demande à tous les syndiqués de protester et lance le mot d'ordre de grève générale de la Métallurgie pour le soutien des grévistes. Ce mot d'ordre est le seul qui hâtera la fin de ce conflit car les patrons ont actuellement des grosses commandes pour la guerre et ce sera le moyen de les obliger à faire pression sur Mimard et les Pouvoirs publics pour donner satisfaction aux ouvriers.

En attendant, les chefs « nacos » sont encore une fois jugés aux vaeux, et pour se consolider de leur trahison ils ont tenté de pleurer sur leurs espoirs déçus, car leurs amis Croix-de-Feu viennent de leur donner une gifle d'importance en éliminant, dans tous les cantons de Saint-Étienne, sauf un, des candidats nationaux.

Encore une fois, ces sales « trotskystes » que le « Cri du peuple » dénonce chaque semaine comme les agents d'Hitler, avaient raison : à la porte les bourgeois réactionnaires. Place au gouvernement des ouvriers et paysans par les Soviets.

## La Cellule P.C.I.

### Dans l'habillement

LES coupeurs chemisiers de détail commencent à s'agiter. En effet, les salaires obtenus lors de la grève de février dernier sont maintenant dépassés largement par le coût actuel de la vie.

Les patrons chemisiers qui, comme leurs collègues des autres professions, provoquent les montées de prix, suivent fidèlement les indices officiels, il leur suffit pour cela de modifier les étiquettes, détail dont s'occupe par leur clientèle qui, payant des chemises 400 à 500 fr., n'est pas à quelques unités près.

Par contre, une course parallèle n'est pas aussi facile pour le personnel, car ce n'est qu'à force de luttés incessantes qu'il arrive à arracher une re-ja-ké-ja-ké-MRFOHT tout juste de joindre les deux bouts et de se vêtir avec une certaine recherche pour travailler dans ces maisons qui méritent bien le nom.

Ne pouvant plus y arriver maintenant, ces ouvriers et ces ouvrières réclament une indemnité de vie chère de 15 %, une première lettre envoyée par le Syndicat ouvrier aux patrons n'a obtenu que des dénégations.

La réponse des patrons se fit attendre et arriva enfin, dans une substance ceci : « Nous acceptons d'envisager la discussion pour une augmentation éventuelle des ouvriers, mais à la condition préalable d'écarter les délégués du travail. »

La tactique était claire, elle visait à séparer les ouvriers des coupeurs, pour finalement battre tous le monde séparément.

À la réunion générale, tous les camarades d'accord pour repousser les propositions patronales, et une nouvelle lettre fut envoyée aux patrons, confirmant au comité la première. À la suite de cette lettre, une délégation ouvrière se rencontra avec l'avocat du Syndicat patronal, le sieur Doidet.

Celui-ci répéta la proposition patronale en exerçant le chantage devant maintenant classé de nous faire travailler en arbitrage et disant que les coupeurs devaient faire un petit sacrifice pour permettre aux ouvrières de bénéficier dans une huitaine de jours d'une augmentation dont il ne pouvait préciser le montant, et que pour les coupeurs, on verrait au mois de janvier.

« Nous avons relaté dans le numéro 5 du « Soviet des P.T.T. » l'insuffisance actuelle d'une indemnité de 150 fr. par mois (réclamée par le Cartel des Services publics), et la nécessité de baser nos revendications en rapport avec l'augmentation des dépenses. La hausse du coût de la vie se poursuivant, lorsque le Parlement sera saisi du projet d'un crédit supplémentaire de 1.380 millions, le problème d'une nouvelle augmentation des traitements se pose avec acuité.

Si le Conseil National des P.T.T. et les dirigeants syndicaux ont donné des signes de faiblesse à l'égard du gouvernement Chautemps, du parlement Front populaire, les travailleurs, instruits par les expériences de 1924-26 et 1932-34, ne peuvent avoir confiance. Les exploités veulent-ils pour avoir satisfaction, pour triompher, il faut avoir recours à l'action directe contre le régime capitaliste, contre ses défenseurs de droite ou de gauche.

Comme la convention collective est dénoncée en février 1938, le but était simple : au mois de janvier, on dirait aux coupeurs d'attendre le nouveau contrat collectif puis, après, ces messieurs faisant tracer les pourparlers, contraignant à l'arbitrage, pour finalement, accorder satisfaction vers juillet, car à ce moment la saison bat son plein et ils ne pourront se passer de personnel.

Les pourparlers en restèrent là. Une assemblée générale des ouvriers chemisiers eut lieu ensuite, où un camarade rendit compte de la réponse patronale. Très mal préparée, peu de monde y assista. Le Secrétaire du Syndicat fit, sous une autre forme, une proposition exactement semblable à celle que les patrons avaient faite.

Comme les ouvriers étaient en majorité, il fit une démolition facile et réussit à les convaincre qu'il valait mieux une augmentation de 0 fr. 25 de l'heure que batailler sans espoir, et qu'il fallait se méfier de la politique du tout ou rien !

Mais les ouvrières et ouvriers de la chemiserie se ressaisirent et ne lâchèrent plus prise, ils réussirent jusqu'à ce que les patrons leur accordent un niveau de vie convenable, et surtout qu'ils fussent obligés de reconnaître le défilé des mauvais bergers.

## Le Conseil National des P. T. T.

Vendredi 21 octobre, s'est tenu le Conseil National fédéral des P.T.T. (C.G.T.), qui adopta plusieurs résolutions. Si le C.N.F.P. se plaça à l'avant-garde des organisations du Cartel des Services publics, toutefois nous ne pouvons passer sous silence la résolution relative à l'indemnité de cherté de vie qui comporte certains dangers pour l'avenir du mouvement.

Après avoir déclaré inacceptables les propositions gouvernementales, le Conseil prend la position suivante :

Décidé, si l'opposition du gouvernement à nos revendications actuelles, modestes et insuffisantes, demeure intransigeante, de se concerter avec le Cartel des Services publics pour amener le Parlement à satisfaire nos légitimes revendications. Au cas où il n'en ferait rien, d'envisager et de préparer la cessation du travail.

Au moment où les travailleurs des métaux, du bâtiment, réclament un mouvement de grève générale, à bref délai, la Fédération Postale, le Cartel des Services publics demandent à leurs ressortissants d'attendre, de patienter, jusqu'à la rentrée parlementaire.

Cette attitude de frein risque d'avoir de très graves répercussions dans la lutte revendicative que le prolétariat tout entier a engagé.

Pourquoi attendre ? Pourquoi scinder le mouvement revendicatif des métaux, des cheminiers ? Les dirigeants cégétistes veulent-ils recommencer la triste expérience tristesse de 1920 ?

Avec un salaire de 1.000 à 2.000 francs par mois les fonctionnaires ne peuvent plus attendre, ils ne leur est plus possible de faire face aux nécessités vitales.

Nous avons relaté dans le numéro 5 du « Soviet des P.T.T. » l'insuffisance actuelle d'une indemnité de 150 fr. par mois (réclamée par le Cartel des Services publics), et la nécessité de baser nos revendications en rapport avec l'augmentation des dépenses. La hausse du coût de la vie se poursuivant, lorsque le Parlement sera saisi du projet d'un crédit supplémentaire de 1.380 millions, le problème d'une nouvelle augmentation des traitements se pose avec acuité.

Si le Conseil National des P.T.T. et les dirigeants syndicaux ont donné des signes de faiblesse à l'égard du gouvernement Chautemps, du parlement Front populaire, les travailleurs, instruits par les expériences de 1924-26 et 1932-34, ne peuvent avoir confiance. Les exploités veulent-ils pour avoir satisfaction, pour triompher, il faut avoir recours à l'action directe contre le régime capitaliste, contre ses défenseurs de droite ou de gauche.

« Nous avons relaté dans le numéro 5 du « Soviet des P.T.T. » l'insuffisance actuelle d'une indemnité de 150 fr. par mois (réclamée par le Cartel des Services publics), et la nécessité de baser nos revendications en rapport avec l'augmentation des dépenses. La hausse du coût de la vie se poursuivant, lorsque le Parlement sera saisi du projet d'un crédit supplémentaire de 1.380 millions, le problème d'une nouvelle augmentation des traitements se pose avec acuité.

Si le Conseil National des P.T.T. et les dirigeants syndicaux ont donné des signes de faiblesse à l'égard du gouvernement Chautemps, du parlement Front populaire, les travailleurs, instruits par les expériences de 1924-26 et 1932-34, ne peuvent avoir confiance. Les exploités veulent-ils pour avoir satisfaction, pour triompher, il faut avoir recours à l'action directe contre le régime capitaliste, contre ses défenseurs de droite ou de gauche.

« Nous avons relaté dans le numéro 5 du « Soviet des P.T.T. » l'insuffisance actuelle d'une indemnité de 150 fr. par mois (réclamée par le Cartel des Services publics), et la nécessité de baser nos revendications en rapport avec l'augmentation des dépenses. La hausse du coût de la vie se poursuivant, lorsque le Parlement sera saisi du projet d'un crédit supplémentaire de 1.380 millions, le problème d'une nouvelle augmentation des traitements se pose avec acuité.

Si le Conseil National des P.T.T. et les dirigeants syndicaux ont donné des signes de faiblesse à l'égard du gouvernement Chautemps, du parlement Front populaire, les travailleurs, instruits par les expériences de 1924-26 et 1932-34, ne peuvent avoir confiance. Les exploités veulent-ils pour avoir satisfaction, pour triompher, il faut avoir recours à l'action directe contre le régime capitaliste, contre ses défenseurs de droite ou de gauche.

« Nous avons relaté dans le numéro 5 du « Soviet des P.T.T. » l'insuffisance actuelle d'une indemnité de 150 fr. par mois (réclamée par le Cartel des Services publics), et la nécessité de baser nos revendications en rapport avec l'augmentation des dépenses. La hausse du coût de la vie se poursuivant, lorsque le Parlement sera saisi du projet d'un crédit supplémentaire de 1.380 millions, le problème d'une nouvelle augmentation des traitements se pose avec acuité.

Si le Conseil National des P.T.T. et les dirigeants syndicaux ont donné des signes de faiblesse à l'égard du gouvernement Chautemps, du parlement Front populaire, les travailleurs, instruits par les expériences de 1924-26 et 1932-34, ne peuvent avoir confiance. Les exploités veulent-ils pour avoir satisfaction, pour triompher, il faut avoir recours à l'action directe contre le régime capitaliste, contre ses défenseurs de droite ou de gauche.

« Nous avons relaté dans le numéro 5 du « Soviet des P.T.T. » l'insuffisance actuelle d'une indemnité de 150 fr. par mois (réclamée par le Cartel des Services publics), et la nécessité de baser nos revendications en rapport avec l'augmentation des dépenses. La hausse du coût de la vie se poursuivant, lorsque le Parlement sera saisi du projet d'un crédit supplémentaire de 1.380 millions, le problème d'une nouvelle augmentation des traitements se pose avec acuité.

Si le Conseil National des P.T.T. et les dirigeants syndicaux ont donné des signes de faiblesse à l'égard du gouvernement Chautemps, du parlement Front populaire, les travailleurs, instruits par les expériences de 1924-26 et 1932-34, ne peuvent avoir confiance. Les exploités veulent-ils pour avoir satisfaction, pour triompher, il faut avoir recours à l'action directe contre le régime capitaliste, contre ses défenseurs de droite ou de gauche.

« Nous avons relaté dans le numéro 5 du « Soviet des P.T.T. » l'insuffisance actuelle d'une indemnité de 150 fr. par mois (réclamée par le Cartel des Services publics), et la nécessité de baser nos revendications en rapport avec l'augmentation des dépenses. La hausse du coût de la vie se poursuivant, lorsque le Parlement sera saisi du projet d'un crédit supplémentaire de 1.380 millions, le problème d'une nouvelle augmentation des traitements se pose avec acuité.

Si le Conseil National des P.T.T. et les dirigeants syndicaux ont donné des signes de faiblesse à l'égard du gouvernement Chautemps, du parlement Front populaire, les travailleurs, instruits par les expériences de 1924-26 et 1932-34, ne peuvent avoir confiance. Les exploités veulent-ils pour avoir satisfaction, pour triompher, il faut avoir recours à l'action directe contre le régime capitaliste, contre ses défenseurs de droite ou de gauche.

« Nous avons relaté dans le numéro 5 du « Soviet des P.T.T. » l'insuffisance actuelle d'une indemnité de 150 fr. par mois (réclamée par le Cartel des Services publics), et la nécessité de baser nos revendications en rapport avec l'augmentation des dépenses. La hausse du coût de la vie se poursuivant, lorsque le Parlement sera saisi du projet d'un crédit supplémentaire de 1.380 millions, le problème d'une nouvelle augmentation des traitements se pose avec acuité.

Si le Conseil National des P.T.T. et les dirigeants syndicaux ont donné des signes de faiblesse à l'égard du gouvernement Chautemps, du parlement Front populaire, les travailleurs, instruits par les expériences de 1924-26 et 1932-34, ne peuvent avoir confiance. Les exploités veulent-ils pour avoir satisfaction, pour triompher, il faut avoir recours à l'action directe contre le régime capitaliste, contre ses défenseurs de droite ou de gauche.

« Nous avons relaté dans le numéro 5 du « Soviet des P.T.T. » l'insuffisance actuelle d'une indemnité de 150 fr. par mois (réclamée par le Cartel des Services publics), et la nécessité de baser nos revendications en rapport avec l'augmentation des dépenses. La hausse du coût de la vie se poursuivant, lorsque le Parlement sera saisi du projet d'un crédit supplémentaire de 1.380 millions, le problème d'une nouvelle augmentation des traitements se pose avec acuité.

Si le Conseil National des P.T.T. et les dirigeants syndicaux ont donné des signes de faiblesse à l'égard du gouvernement Chautemps, du parlement Front populaire, les travailleurs, instruits par les expériences de 1924-26 et 1932-34, ne peuvent avoir confiance. Les exploités veulent-ils pour avoir satisfaction, pour triompher, il faut avoir recours à l'action directe contre le régime capitaliste, contre ses défenseurs de droite ou de gauche.

« Nous avons relaté dans le numéro 5 du « Soviet des P.T.T. » l'insuffisance actuelle d'une indemnité de 150 fr. par mois (réclamée par le Cartel des Services publics), et la nécessité de baser nos revendications en rapport avec l'augmentation des dépenses. La hausse du coût de la vie se poursuivant, lorsque le Parlement sera saisi du projet d'un crédit supplémentaire de 1.380 millions, le problème d'une nouvelle augmentation des traitements se pose avec acuité.

Les ouvriers et les fonctionnaires ayant les mêmes revendications, ils devraient lutter ensemble ; la C.G.T. freine et s'oppose à coordonner les efforts. En conséquence, les travailleurs doivent se libérer de la tutelle des bonzes. Ils ne doivent avoir confiance qu'en eux-mêmes.

Ainsi les prolétaires créèrent partout leurs organismes de lutte : les « Conseils d'entreprises » seuls capables de préparer et de faire triompher la grève générale.

## Chez Liore-Olivier

### à Argenteuil

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que les métallos de la S.N.C.A.S.E. (anciennement Liore-Olivier) viennent, à Argenteuil, de se prononcer, à la quasi-unanimité, contre la nomination de délégués au comité consultatif dans lequel, en fait, la direction aurait d'avance la main mise. Le vote fut obtenu malgré la pression des staliniens qui furent copieusement hués par les ouvriers.

Néanmoins, la manifestation aura lieu le 20 octobre, s'est tenu le Conseil National fédéral des P.T.T. (C.G.T.), qui adopta plusieurs résolutions. Si le C.N.F.P. se plaça à l'avant-garde des organisations du Cartel des Services publics, toutefois nous ne pouvons passer sous silence la résolution relative à l'indemnité de cherté de vie qui comporte certains dangers pour l'avenir du mouvement.

Après avoir déclaré inacceptables les propositions gouvernementales, le Conseil prend la position suivante :

Décidé, si l'opposition du gouvernement à nos revendications actuelles, modestes et insuffisantes, demeure intransigeante, de se concerter avec le Cartel des Services publics pour amener le Parlement à satisfaire nos légitimes revendications. Au cas où il n'en ferait rien, d'envisager et de préparer la cessation du travail.

Au moment où les travailleurs des métaux, du bâtiment, réclament un mouvement de grève générale, à bref délai, la Fédération Postale, le Cartel des Services publics demandent à leurs ressortissants d'attendre, de patienter, jusqu'à la rentrée parlementaire.

Cette attitude de frein risque d'avoir de très graves répercussions dans la lutte revendicative que le prolétariat tout entier a engagé.

Pourquoi attendre ? Pourquoi scinder le mouvement revendicatif des métaux, des cheminiers ? Les dirigeants cégétistes veulent-ils recommencer la triste expérience tristesse de 1920 ?

Avec un salaire de 1.000 à 2.000 francs par mois les fonctionnaires ne peuvent plus attendre, ils ne leur est plus possible de faire face aux nécessités vitales.

Nous avons relaté dans le numéro 5 du « Soviet des P.T.T. » l'insuffisance actuelle d'une indemnité de 150 fr. par mois (réclamée par le Cartel des Services publics), et la nécessité de baser nos revendications en rapport avec l'augmentation des dépenses. La hausse du coût de la vie se poursuivant, lorsque le Parlement sera saisi du projet d'un crédit supplémentaire de 1.380 millions, le problème d'une nouvelle augmentation des traitements se pose avec acuité.

Si le Conseil National des P.T.T. et les dirigeants syndicaux ont donné des signes de faiblesse à l'égard du gouvernement Chautemps, du parlement Front populaire, les travailleurs, instruits par les expériences de 1924-26 et 1932-34, ne peuvent avoir confiance. Les exploités veulent-ils pour avoir satisfaction, pour triompher, il faut avoir recours à l'action directe contre le régime capitaliste, contre ses défenseurs de droite ou de gauche.

« Nous avons relaté dans le numéro 5 du « Soviet des P.T.T. » l'insuffisance actuelle d'une indemnité de 150 fr. par mois (réclamée par le Cartel des Services publics), et la nécessité de baser nos revendications en rapport avec l'augmentation des dépenses. La hausse du coût de la vie se poursuivant, lorsque le Parlement sera saisi du projet d'un crédit supplémentaire de 1.380 millions, le problème d'une nouvelle augmentation des traitements se pose avec acuité.

Si le Conseil National des P.T.T. et les dirigeants syndicaux ont donné des signes de faiblesse à l'égard du gouvernement Chautemps, du parlement Front populaire, les travailleurs, instruits par les expériences de 1924-26 et 1932-34, ne peuvent avoir confiance. Les exploités veulent-ils pour avoir satisfaction, pour triompher, il faut avoir recours à l'action directe contre le régime capitaliste, contre ses défenseurs de droite ou de gauche.

« Nous avons relaté dans le numéro 5 du « Soviet des P.T.T. » l'insuffisance actuelle d'une indemnité de 150 fr. par mois (réclamée par le Cartel des Services publics), et la nécessité de baser nos revendications en rapport avec l'augmentation des dépenses. La hausse du coût de la vie se poursuivant, lorsque le Parlement sera saisi du projet d'un crédit supplémentaire de 1.380 millions, le problème d'une nouvelle augmentation des traitements se pose avec acuité.

Si le Conseil National des P.T.T. et les dirigeants syndicaux ont donné des signes de faiblesse à l'égard du gouvernement Chautemps, du parlement Front populaire, les travailleurs, instruits par les expériences de 1924-26 et 1932-34, ne peuvent avoir confiance. Les exploités veulent-ils pour avoir satisfaction, pour triompher, il faut avoir recours à l'action directe contre le régime capitaliste, contre ses défenseurs de droite ou de gauche.

« Nous avons relaté dans le numéro 5 du « Soviet des P.T.T. » l'insuffisance actuelle d'une indemnité de 150 fr. par mois (réclamée par le Cartel des Services publics), et la nécessité de baser nos revendications en rapport avec l'augmentation des dépenses. La hausse du coût de la vie se poursuivant, lorsque le Parlement sera saisi du projet d'un crédit supplémentaire de 1.380 millions, le problème d'une nouvelle augmentation des traitements se pose avec acuité.

Si le Conseil National des P.T.T. et les dirigeants syndicaux ont donné des signes de faiblesse à l'égard du gouvernement Chautemps, du parlement Front populaire, les travailleurs, instruits